

Responsabilité de l'exploitant ou du détenteur en droit suisse

Gestion des terres excavées

Isabelle Romy

Professeure à l'UNIFR et à l'EPFL

Avocate, partenaire chez Froriep Renggli

Bellerivestrasse 201, 8034 Zurich

iromy@froriep.ch



Introduction

Deux thèmes à distinguer

- Répartition des frais des mesures d'investigation, de surveillance et d'assainissement d'un site pollué/contaminé
- Responsabilité pour les frais d'évacuation des matériaux d'excavation pollués

I. La responsabilité pour les frais des mesures d'exécution, de surveillance et d'assainissement

1. Les principes

Il incombe au détenteur actuel d'un site pollué d'exécuter les mesures d'investigation, de surveillance ou d'assainissement requises (art. 20 OSites).

Il avancera les frais de ces mesures.

Il peut demander à l'autorité compétente de rendre une décision (de droit administratif) de répartition des coûts entre les différentes personnes à l'origine de la pollution.

1.1 Le détenteur se définit comme la

- personne physique ou morale
- qui a un pouvoir de disposition actuel
- sur la chose qui provoque la situation contraire au droit

1.2. A titre exceptionnel, ces mesures peuvent être imposées à un tiers perturbateur par comportement (art. 20 al. 2 et 3 OSites)

1.3. L'autorité exécute ces mesures (art. 32c al. 3 LPE)

- En cas d'urgence (pour prévenir la menace immédiate d'une atteinte)
- Incapacité d'agir du responsable
- Le responsable reste passif

2. La répartition des frais selon l'art. 32d LPE

Champ d'application

- **frais d'investigation, de surveillance et d'assainissement,**

Exception: frais d'investigation à la charge du canton si le site n'est pas pollué: art. 32d al. 4 LPE

- **nés après l'entrée en vigueur de l'art. 32d LPE**

La répartition entre les différents perturbateurs:

1. Celui qui est à l'origine des mesures nécessaires (= le perturbateur par comportement) assume les frais en premier lieu

= Personne physique ou morale qui, par ses propres actes ou omissions, ou ceux des personnes qui sont sous sa responsabilité, cause directement un danger ou une perturbation contraire au droit

S'il y a plusieurs perturbateurs par comportement, chacun prend à sa charge une part des coûts proportionnelle à sa responsabilité

La répartition entre les différents perturbateurs:

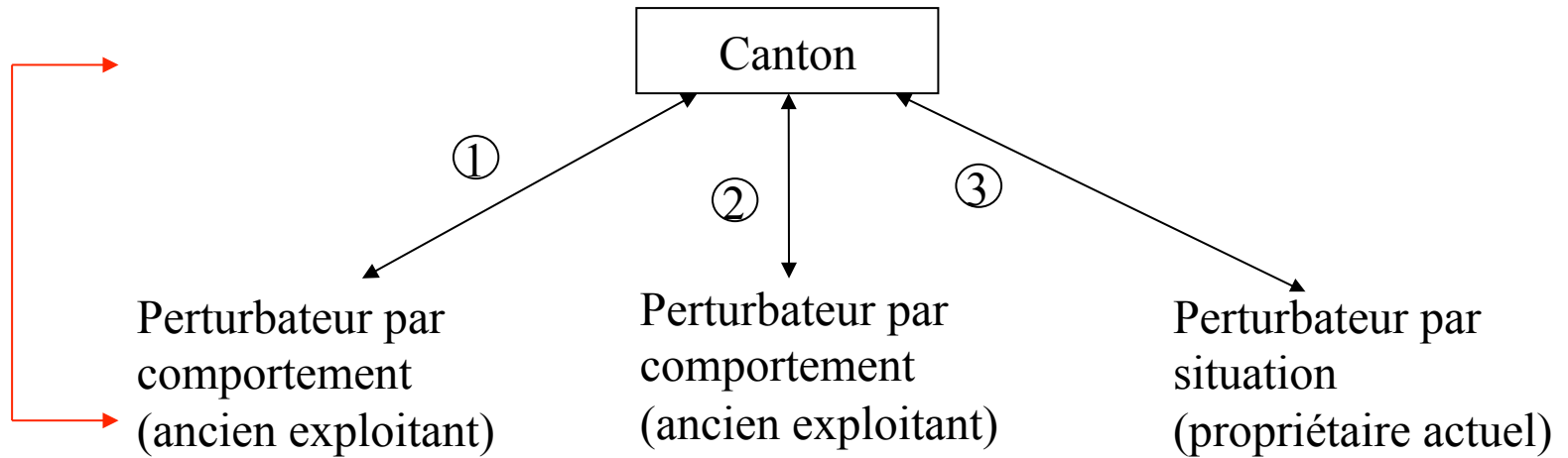
2. Le perturbateur par situation (= détenteur) encourt aussi une part des frais, mais moindre. Exonération possible
4. Absence de solidarité entre les perturbateurs, la part du perturbateur défaillant est à la charge du canton (art. 32d al. 3 LPE)

Indemnités accordées par la Confédération
pour les décharges de déchets urbains ou pour
les frais de défaillance (art. 32e LPE et OTAS)

3. La procédure de répartition des coûts

- demande de décision de répartition des coûts (art. 32d al. 3 LPE)
- du détenteur (ou de toute personne concernée selon l'art. 32d al. 4 LPE)
- en principe avant l'élaboration du projet d'assainissement

Rapports
de droit
public





4. La prescription

- Pas de prescription absolue des obligations découlant de l'OSites et de l'art. 32d LPE
- Délai pour demander décision de répartition des coûts ?
- Prescription de 5 ans une fois que la décision est rendue et entrée en force

II. La gestion des terres excavées et la responsabilité pour l'élimination des matériaux d'excavation pollués

1. Principes

Les terres excavées sont des déchets. Leur élimination incombe au détenteur, qui en assume les coûts (art. 31c et 32 LPE)

Exception: si les matériaux d'excavation sont pollués et qu'ils ne doivent pas être éliminés en vue d'un assainissement, le détenteur peut, à certaines conditions, reporter une partie du surcoût sur les anciens détenteurs et les perturbateurs (art. 32bbis² LPE)

2. Conditions d'application de l'art. 32bbis LPE

- Matériaux d'excavation pollués (annexe 3 OTD)
- Qui ne doivent pas être éliminés en vue d'un assainissement
- Pollution entraîne des coûts supplémentaires d'investigation et d'élimination
- L'excavation est nécessaire pour la construction ou la transformation de bâtiments



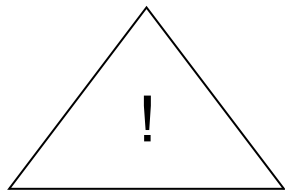
3. Mise en œuvre du financement

1. Le détenteur d'un immeuble peut en règle g
2. Demander aux personnes à l'origine de la pollution et aux anciens détenteurs du site

3. D'assumer 2/3 des coûts supplémentaires si:

- pas de dédommagement pour la pollution / pas de remise sur le prix
- élimination nécessaire pour la construction ou la transformation
- le détenteur a acquis l'immeuble entre le 1.7.1972 et le 1.7.1997

4. Action devant le tribunal civil du lieu de situation de l'immeuble



Action possible jusqu'au 1^{er} novembre 2021